

Appel à candidature

Concernant

Coordination d'Ateliers Régionaux en vue du renforcement de la société civile au Mali

1 Contexte

1.1 La société civile malienne

En dépit de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger signé en 2015 entre le gouvernement malien et les mouvements armés, la violence et l'instabilité continuent d'affaiblir les institutions étatiques et faire obstacle au développement et à la sécurité. Les opérations militaires nationales et étrangères (Barkhane et MINUSMA) n'ont pas réussi à circonscrire la menace que représentent les groupes extrémistes et à apaiser les tensions religieuses et ethniques au sein des communautés. En conséquence, les attaques et embuscades sporadiques sont courantes à l'échelle locale et nationale. Les derniers événements – dont la formation du mouvement Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin, fusion de trois groupes islamistes, les attaques contre les camps de Mopti et de Tombouctou, et le ralentissement général de la mise en œuvre de l'accord de paix en raison, selon l'ONU, d'« un manque de confiance entre les signataires et de la persistance des rivalités entre les groupes armés » – témoignent du risque que court le pays de replonger dans le chaos si rien n'est mis en œuvre pour trouver une solution définitive, restaurer et consolider la paix durable.

Bien qu'elle soit limitée à cause de la faiblesse sociale et économique de ses composantes, la société civile malienne a donné naissance à l'échelle locale et nationale à de nombreux groupes et organisations qui œuvrent à la construction de la paix. Ces structures travaillent pour trouver des solutions durables aux différents conflits communautaires et à la crise multidimensionnelle que le pays traverse. Souvent avec l'accompagnement technique et financier des partenaires, elles initient et développent des actions pour renforcer la cohésion sociale et la participation des tous les acteurs et actrices aux processus de décisions communes.

1.2 Le Projet

Le projet est intitulé « *Building the capacity of local peacebuilding organizations to consolidate peace in their communities* » porté par Peace Direct, en collaboration avec WANEP Mali, est financé par le Programme opérationnel pour la paix et la stabilité (PSOP) du gouvernement du Canada. Il s'agit d'un projet novateur qui sera focalisé sur les capacités des organisations locales de la société civile (OSC) à travers le Mali afin qu'elles participent davantage au renforcement des perspectives de paix dans leurs communautés.

L'instabilité et la violence dans les régions cibles ont signifié que certaines structures étatiques sont en grande partie indisponibles pour la plupart des Maliens. Avec l'influence croissante de

certains groupes extrémistes, conjugués aux conflits liés à l'accès aux ressources, les OSC locales fournissent un service essentiel à leurs communautés dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale. Cependant, malgré un afflux d'aide internationale au Mali, beaucoup de ces organisations locales n'ont pas reçu les fonds ou le soutien dont elles ont besoin pour cultiver et renforcer leur travail important. Sans la base d'acteurs locaux engagés, collaboratifs et compétents, il est peu probable que les initiatives de paix de niveau supérieur réussissent s'il n'y a pas de structure pour répondre aux éclosions de violence locale ou reconnaître des contextes locaux complexes.

Les bénéficiaires directs du projet sont à la fois les OSC locales qui n'ont pas encore reçu beaucoup de soutien international dans ces régions (cible de trente organisations) ainsi que les communautés et les groupes de population qu'elles desservent, y compris les femmes et les jeunes. On estime qu'au moins neuf mille personnes participeront directement et bénéficieront de ce projet.

1.3 Peace Direct et WANEP

Peace Direct

Depuis plus de dix ans, Peace Direct a entrepris de dresser un atlas des capacités locales de paix et de soutenir ces capacités. Cet atlas est l'un des plus complets au monde, et nous avons assuré ce type de prestation auprès de nombreuses organisations locales de pays tels que la République démocratique du Congo (RDC), le Soudan, la République centrafricaine et le Burundi. Nous avons un parcours exemplaire en matière de mise au point et de fourniture d'assistance technique à des organisations locales qui seraient sinon ignorées par la plupart des bailleurs et des ONG internationales. Nous sommes convaincus qu'il appartient aux acteurs locaux de porter et d'initier les efforts de construction de la paix.

WANEP

Le réseau WANEP a été créé en 1998 en réaction aux guerres civiles qui ont ravagé l'Afrique de l'Ouest dans les années 1990. WANEP a mis en place des réseaux nationaux dans les 15 pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et compte près de 600 organisations membres.

2 Description de l'activité

Le consultant sélectionné coordonnera les cinq ateliers régionaux, travaillant en étroite collaboration avec WANEP et Peace Direct. Ces ateliers régionaux font suite à un travail de cartographie des organisations locales, qui servira de base à la sélection des participants et à la réflexion menée lors des ateliers.

2.1 Objectif des ateliers régionaux

La présente consultation vise à organiser cinq ateliers locaux de trois jours à travers le Mali, réunissant des acteurs et organisations locales afin de coordonner leurs efforts, avec environ 20 organisations participantes par atelier. Les organisations qui ont été identifiées par le biais de la cartographie comme contribuant à la consolidation de la paix, mais recevant peu ou pas de

soutien d'ONG internationales seront invitées. Au moins 50 % des organisations participantes doivent être des organisations dirigées par des femmes et/ou traitant principalement des questions touchant les femmes et la paix.

Les ateliers seront organisés par Peace Direct, en collaboration avec WANEP, avec pour objectif de:

- Permettre aux organisations d'engager des contacts les unes avec les autres, partager des informations et des stratégies ;
- Collaborer à une analyse conjointe du contexte et dynamique des conflits dans la région concernée, notamment la dimension de genre et les problèmes particuliers touchant les femmes. L'analyse conjointe fera l'objet d'un rapport détaillé qui sera utilisé ensuite pour des publications par Peace Direct ;
- Ce qui peut être fait collectivement afin de répondre à ces situations, et explorer des collaborations potentielles pour une meilleure coordination dans la lutte contre la violence et la consolidation de la paix dans la région concernée ;
- Participer à l'identification de besoins de renforcement de capacités des organisations participantes notamment en termes institutionnels et financiers ;
- L'élaboration de plans directeurs pour renforcer la collaboration entre les organisations.

2.2 Tâches principales

Préparation des cinq ateliers régionaux de trois jours chacun, en collaboration directe avec WANEP Mali et Peace Direct :

- Elaboration d'un agenda couvrant les objectifs décrits ci-dessus,
- Elaboration d'outils de réflexion participatifs sur l'analyse de conflit et la construction de plans directeurs collaboratifs entre différents acteurs ;
- Elaboration d'outils pour l'identification des besoins en termes de renforcement de capacités des participants sur les questions institutionnelles, de genre, de gouvernance, de finance et de gestion / proposition de projets.
- Contribuer au choix des lieux pour l'organisation des ateliers régionaux.

Organisation et animation des cinq ateliers régionaux de trois jours chacun, avec le soutien direct de WANEP Mali :

- Animation des ateliers suivant l'agenda et les outils convenus en amont avec WANEP Mali et Peace Direct.

Suivi post-ateliers :

- Rédaction du rapport final qui devra inclure les éléments décrits dans la section suivante.

A NOTER : WANEP Mali sera en charge de l'ensemble des aspects logistiques en vue de l'organisation des ateliers (réservation des salles, préparation des perdiems, achats de consommables, etc.). Le procès-verbal de chaque atelier sera rédigé par une personne de WANEP. Le consultant pourra ensuite se baser sur ce document pour rédiger un rapport plus élaboré.

2.3 Résultats attendus

Le consultant produira en français un rapport par atelier et un rapport général final incluant les éléments suivants :

- Commentaires généraux sur chacune des organisations participantes,
- Descriptions détaillées des conversations portant sur l'analyse du conflit,
- Détail des plans directeurs élaborés par les organisations lors des ateliers.

A la suite des ateliers, le consultant aidera également dans la sélection des projets qui bénéficieront d'un soutien financier et technique.

2.4 Calendrier

- Février 2018 Recrutement du consultant
- Février-Mars 2018 Elaboration conjointe des documents de travail
- Mars-Avril 2018 Organisation des cinq ateliers régionaux
- Mai 2018 Production du rapport final

2.5 Budget/paiement

Les paiements au titre de la présente consultation seront effectués en Francs CFA.

Les modalités de paiement seront discutées à l'amiable avec le consultant, sur la base de son offre financière.

2.6 Décharge de responsabilité

Le consultant est responsable de sa propre sécurité et sureté. Le consultant sera couvert par sa propre assurance.

3 Profil du consultant

Au regard de la spécificité de la mission par rapport à la structuration du milieu des OSC maliennes, peuvent soumissionner des personnes physiques ou morales répondant aux critères suivants :

- Etre titulaire d'un bac + 4 avec au moins cinq (05) années d'expériences pertinentes dans le domaine de la consolidation de la paix et la cohésion sociale ;
- Expérience dans la conduite de processus similaires d'organisation d'ateliers de consultation et de réflexion sur les questions d'analyse de conflit et de renforcement de capacités ;
- Expérience dans l'inclusion de la perspective genre dans des projets de même nature ;
- Posséder des connaissances avérées sur le mouvement associatif dans le contexte de la société civile malienne. Dans le cas où le soumissionnaire est une structure, les pièces suivantes doivent être complétées :
 - Une attestation fiscale ;
 - Une copie du registre de commerce ;
 - Curriculum vitae des personnes physiques répondant aux critères d'expertise énumérés en haut.

4 Processus de candidature

Les consultants intéressés présenteront les pièces suivantes :

- Une proposition technique et financière basée sur les informations fournies dans le présent document ;
- Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Chargé des Programmes Internationaux de Peace Direct ;
- Le curriculum vitae de chaque candidat ;
- Trois références, y compris le nom des personnes citées, leur poste, numéro de téléphone et adresse email.

Veillez aussi indiquer si la personne référente a déjà travaillé avec l'équipe de consultants par le passé.

Les dossiers de candidature sont à envoyer par email aux adresses suivantes simultanément : leo.vuillermoz@peacedirect.org et wanepmali@gmail.com. La date limite de dépôt de la candidature est le 28 février 2018 à 17h 00 TU